



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société SPRB VALABREGUE SA SIRET n°70662006900015
concernant son l'installation située 985, Avenue Émile Lachaux
sur la commune de Bollène (84 500)**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V et ses articles L. 171-8, R.512-39-1 à 3 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2004-06-22-0020-PREF du 22 juin 2004 prescrivant à la société VALABREGUE des mesures propres à limiter l'impact sur l'environnement de ses installations situées sur le territoire de la commune de Bollène ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2023 imposant des mesures d'urgence à la société SPRB VALABREGUE, située sur la commune de Bollène ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 décembre 2025, relatif à l'inspection du 17 novembre 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 19 décembre 2025 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral susnommé ;

Considérant que l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement dispose notamment que :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. [...].

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester [...] de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.[...];

Considérant que l'article R.512-39-2 du Code de l'environnement dispose notamment que :

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Considérant que l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement dispose notamment que :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, [...], l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, [...], d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...];

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester[...] par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. [...];

Considérant que les données de production 2025 communiquées par l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection du 17 novembre 2025 montrent que la production de briques réfractaires est inférieur au seuil de classement ICPE de la rubrique 2523 (20 tonnes par jour) ;

Considérant que la capacité de production actuelle s'établit au plus, selon l'exploitant à 6 tonnes par jour ;

Considérant qu'une réduction d'activité impliquant que l'installation ne soit plus classée ICPE doit être considérée comme une mise à l'arrêt et doit donc entraîner une cessation d'activité ;

Considérant que si une modification de régime ICPE est due à une baisse d'activité, le site reste soumis aux exigences du régime initial en termes de cessation d'activité ;

Considérant que le non-respect des dispositions imposées par les articles R. 512-39-1 à 3 du Code de l'environnement est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29/12/2023 en ce qui concerne la réalisation par un bureau d'étude compétent d'un diagnostic de solidité de la totalité des constructions, bâtiments et éléments de structures associés ;

Considérant par conséquent qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 à 3 du Code de l'environnement susvisés, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société des Produits Réfractaires de Bollène (SPRB) VALABREGUE, ci-après nommée « l'exploitant », est mise en demeure pour son usine de fabrication de briques réfractaires située sur le territoire de la commune de Bollène (84 500), de se conformer aux dispositions des articles R.512-39-1 à 3 du Code de l'environnement.

Afin de respecter les dispositions du présent arrêté, l'exploitant doit :

- **au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, notifier au préfet l'arrêt définitif de ses activités, conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement et transmettre au préfet sa proposition d'usage futur, conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement. L'exploitant transmet au préfet l'attestation

prévue à l'article R. 512-39-1 III du Code de l'environnement, dans la semaine suivant son établissement par l'entreprise certifiée ;

- **au plus tard dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, transmettre au préfet un mémoire décrivant les mesures prévues, afin de permettre la remise en état du site et assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement. Ce mémoire doit être transmis, accompagné de l'attestation prévue à l'article R. 512-39-3 I du Code de l'environnement établie par une entreprise certifiée ;
- **au plus tard dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté**, transmettre au préfet l'attestation d'une entreprise certifiée, prévue à l'article R. 512-39-3 III du Code de l'environnement.

Article 2 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Bollène, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

19 FEV. 2026

Pour le préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Sous-préfet chargé de mission,

Sébastien MAGGI

